

des catholiques, et il fallait le remplacer par un autre, plus large et plus éclairé, qui permettrait à des hommes de croyances différentes de se rencontrer sur la même plate-forme. Le parti faisait aussi fausse route dans sa politique de chemins de fer, et la politique des libéraux était la bonne ; car tous ces grands travaux devaient être entrepris et exploités par le gouvernement, et non par des particuliers. Si le parti conservateur voulait arriver au pouvoir, il avait à faire une volte-face complète sur ces deux questions.

A la surprise de plusieurs, l'honorable M. Johnstone, alors *leader* de la gauche, ne se contenta pas de reconnaître l'opportunité de ces réformes, mais il ajouta qu'il était trop avancé dans la vie pour les entreprendre lui-même et que la meilleure chose à faire était de donner *carte blanche* au Dr. Tupper. Cette proposition fut acceptée ; et, depuis ce jour, bien qu'il n'eût pas encore pris son siège à la chambre, Sir Charles a été le chef indiscutable du parti conservateur dans la Nouvelle-Ecosse.

Un vigoureux plan de campagne, sur la base ci-dessus indiquée, fut immédiatement arrêté, puis exécuté avec tant de vigueur et d'habileté, qu'un an plus tard l'administration libérale était renversée et les conservateurs montaient au pouvoir avec une forte majorité.

Dans le nouveau cabinet, le Dr. Tupper occupa le portefeuille important de secrétaire provincial. Etant désormais lancé sur la mer agitée de la politique, il abandonna la pratique de sa profession et vint se fixer à Halifax, où il résida pendant de longues années.

Sans perdre de temps, la nouvelle administration se mit en mesure de remplir ses promesses. Une de ses premières réformes fut l'abolition du monopole sur le charbon. C'était alors un fait reconnu, qu'aucun propriétaire ne pouvait tirer une livre de charbon de ses propres terrains. Une société anglaise de Londres avait le privilège exclusif de miner et de vendre du charbon. En détruisant ce monopole, on accomplissait un acte de justice d'une valeur incalculable pour la province, car ce fut le point de départ de progrès considérables dans l'exploitation de ses grandes ressources minières et minérales.

Une autre réforme urgente était nécessaire dans la représentation des comtés. La division de la province présentait de curieuses anomalies : le petit comté de Hants, par exemple, envoyait cinq députés à la chambre, tandis que le grand comté du Cap-Breton n'en